

CORONAVIRUS : RETOUR SUR LES LIENS ENTRE POLITIQUE ET ÉPIDÉMIE

Malao KANTE

Université de Strasbourg

Directeur des études IFMEN – Dakar, Sénégal

kantemalao@gmail.com ou soumangourou1@yahoo.fr

Résumé : Dans cet article, nous abordons la question du Coronavirus de façon assez globale notamment sur les relations entre Politique et Épidémie. En effet, cette pandémie mondiale montre encore une fois que les problèmes de santé sont gérés généralement par les politiques (et non par les médecins). Ce sont eux qui définissent les grandes orientations et les programmes en matière de santé publique. Ainsi, toute épidémie devient une « affaire d'État » (tant au niveau de la communication qu'au niveau de la gestion de crise).

Mots clés : Santé, politique, épidémie, État, pandémie.

Abstract: In this article, we approach the issue of Coronavirus in a fairly global way, in particular on the relations between Politics and Epidemic. Indeed, this global pandemic shows once again that health problems are generally managed by politicians (and not by doctors). They are the ones who define the main directions and programs in public health. Thus, any epidemic becomes a "state matter" (both in terms of communication and in terms of crisis management).

Keywords: Health, politics, epidemic, State, pandemic.

Introduction

Depuis le début de l'année 2020, le monde est installé dans une psychose sans précédent. Au-delà des effets psychologiques et sanitaires, la pandémie expose au grand jour les problèmes socio-économiques et politiques dans toutes les sociétés. Les pays du Nord sont fragilisés au même titre que ceux du Tiers-monde. Les inégalités sociales se sont cumulées et les écarts entre riches et pauvres ont pris subitement une dimension exponentielle. Ce qui paraissait être un problème sanitaire mineur en Décembre 2019 s'est vite transformé en crise politique mondiale avec ses conséquences sur le plan économique, social etc. Au-delà des questions de politiques internes (au sein des différents pays), c'est toute la dynamique des relations internationale qui est bouleversée. Loin de vouloir trancher ce débat, c'est à une analyse approfondie que nous voulons nous soumettre à travers cet article. Notre réflexion propose les couloirs de

réflexions suivantes : Quel est l'impact des crises sanitaires sur la vie politique en général ? Existe-t-il un changement réel dans la gestion des épidémies avec la mondialisation ? Peut-on parler de communication politique en temps d'épidémie ? Voilà autant de questions que nous nous proposons d'étudier pour avoir une ligne de conduite cohérente permettant d'avoir une approche philosophique sur un tel phénomène. Mais nous pensons aussi que les réponses à ces interrogations nous permettront d'ouvrir une fenêtre sur d'autres domaines susceptibles de faire ressortir les caractéristiques des épidémies (depuis l'Antiquité à nos jours). Notre exposé est divisé en quatre parties. Dans la première, nous allons voir les rapports entre politiques et épidémies en général. Dans la deuxième, nous aborderons la problématique de la globalisation face aux crises sanitaires. Nous analyserons également le rôle de la diplomatie dans ce contexte. Enfin, la quatrième et dernière partie sera l'occasion de revenir sur la spécificité de la communication politique en temps d'épidémie.

1. Crise politique et épidémie dans l'histoire

Dans la mythologie grecque, les maladies viennent d'un poison qu'on appelle « contage » (d'où la notion de contagion). Cette idée est restée « valable » jusqu'à l'époque moderne avec la découverte des virus et des bactéries (Pasteur et Koch). Les épidémies sont souvent interprétées comme étant des messages divins (punition, malédiction ou purification...). C'est pourquoi, elles ont toujours causé des problèmes politiques. Leurs conséquences sur le plan socio-économique ont été à l'origine soit de la chute des rois soit du changement social... Par exemple, on peut prendre le cas de la peste d'Athènes qui marqua le début du déclin de l'empire. Thucydide (1990) raconte l'effondrement social qui a eu lieu par la suite avec la profanation des lieux sacrés, le non respect des lois etc. Décrivant le comportement de ses concitoyens, Thucydide (1990) souligne : « crainte des dieux ou lois des hommes, rien ne les arrêtait ». Ainsi, après chaque épidémie le jeu politique est réorganisé autour de « nouvelles valeurs ». La question de l'autorité politique se pose, de l'organisation sociale, de la « justice commutative » entre autres.

2. Épidémie et mondialisation

Dans un monde désormais dominé par la pensée libérale universelle, les épidémies sont des couteaux à double tranchant. D'un côté, elles sont perçues comme des menaces sérieuses pour l'économie. La plupart des entreprises risquent de faire faillite et donc procèdent à des méthodes radicales telles que le licenciement massif, le transfert des capitaux, la délocalisation, la rétention ou la diminution des salaires etc. Ces mesures augmentent le taux de pauvreté et creusent encore davantage les inégalités sociales. Par conséquent, cela alimente les frustrations et la colère populaire. À défaut de pouvoir aller travailler, les

hommes ont le choix entre « tomber malade » ou « mourir de faim ». Une telle situation favorise généralement les prises de risques car le peuple n'a plus rien à perdre. Les gouvernants en sont bien conscients. C'est pourquoi, partout les chefs d'État interdisent les licenciements ou les expulsions des locataires¹, nationalisent certaines entreprises² etc. Cette politique n'a rien à voir avec l'État-providence ou avec la générosité des dirigeants. Il s'agit plutôt de protéger leurs pouvoirs et de se défendre contre la « vindicte populaire ».

D'un autre côté, aussi paradoxale que cela puisse paraître, une pandémie (ou une catastrophe naturelle) peut-être une aubaine pour une certaine politique (à la fois sociale et économique). Les gouvernants profitent souvent, dans de tels contextes, pour renforcer leur pouvoir en votant des lois inapplicables « en temps normal ». Dans son ouvrage « La stratégie du choc » Naomi Klein (2008, p.668) revient largement sur cette question. Par exemple, on y voit la dénonciation de certains accords internationaux prévus uniquement pour les épidémies ou d'autres formes de catastrophes naturelles.

3. Crise sanitaire et diplomatie

Sur le plan international les enjeux politiques sont multiples : la course aux vaccins, l'accès aux médicaments... On assiste à de réelles politiques d'influences voire de pressions politiques. Durant la crise sanitaire de 2009 (due à la grippe A H1N1), la France avait utilisé tous les moyens (jusqu'au chantage) pour obtenir des vaccins. En effet, elle a obligé certains laboratoires de lui fournir le stock nécessaire sinon la vente de leurs médicaments sera totalement interdite sur son sol. L'ex-ministre Roselyne Bachelot revient largement sur les consignes « va-t-en-guerre » données à l'époque par le président Sarkozy³. Cette nouvelle forme de « guerre froide » entre États touche tous les secteurs. Chaque pays essaie de s'imposer et utilise son influence autant que possible (Rapport d'information 2008-2009, n° 388). La récente colère de Washington à l'égard de l'OMS en est une belle illustration. On sait aujourd'hui, qu'il existe une vraie influence concernant la validation des vaccins ou médicaments par les structures internationales (notamment l'OMS) au-delà des aspects scientifiques. C'est pourquoi, américains, chinois, russes, français etc. font tout pour peser dans la balance en contribuant le maximum possible. L'argent est le nerf de cette guerre. Récemment, Sanofi⁴ a déclaré officiellement que le public américain sera prioritaire dans la distribution d'un futur vaccin. Cette déclaration n'est pas anodine car les orientations scientifiques des recherches sont fixées entre autres par les américains (grâce aux sommes qu'ils injectent). D'ailleurs, beaucoup de personnalités se sont indignées à commencer par le

¹ C'est le cas au Sénégal.

² En France par exemple, Bercy et le Medef soutiennent avec force l'idée de la nationalisation de certaines entreprises.

³ Dans « Pandémie : la traque planétaire », https://www.youtube.com/watch?v=ek_08whys24

⁴ Sanofi est une entreprise transnationale française dont les activités incluent la pharmacie et les vaccins.

président Macron et son premier ministre. Selon la secrétaire d'État à l'économie, Agnès Pannier-Runacher : « ce serait inacceptable qu'il y ait un accès privilégié de tel ou tel pays sous un prétexte qui serait un prétexte pécuniaire »⁵. Ainsi, les pays pauvres n'ont pratiquement aucune chance pour que leurs découvertes médicales (ou leurs recettes médicinales) soient reconnues sur le plan international. C'est le cas du Madagascar avec son « covid-organics », par exemple. Quant aux grandes firmes pharmaceutiques, elles ont les moyens financiers et les capacités pour faire les pressions politiques nécessaires sur leurs États afin d'obtenir ou de faire valoir leurs droits fondamentaux.

4. Communication politique en temps d'épidémie

Le rôle des médias dans la communication politique n'est plus à démontrer. Dans le contexte de la globalisation, leur apport est devenu indispensable. Avec la pandémie actuelle, les médias sont utilisés par les politiques pour sensibiliser certes mais aussi pour « imposer » des visions du monde voire des doctrines (Cf. Marchetti 2010). Les informations ne sont pas traitées de la même manière selon les États ou les systèmes politiques. Par exemple, pendant que certains communiquent sur les méthodes ou démarches à adopter, d'autres mettront plus l'accent sur les événements ou faits qui discréditent tel ou tel pays (ou chef d'État). Le cas du président Trump est très criant⁶. Ce dernier fonde toute sa stratégie de communication politique sur la dénonciation (comme pour masquer ses propres limites ou faiblesses). Il indexe la Chine, fustige les positions de certains gouvernorats Étasuniens ou appelle ouvertement à la révolte populaire. La survie des régimes ne dépend pas seulement des mesures prises (comme changer les politiques de santé (Cf. Bras Pierre-louis 2009), investir plus dans la recherche médicale etc.) mais aussi de la nature de leur communication⁷. C'est ce qui pousse Jean-Philippe de Oliveira à dire :

La communication publique apparaît-elle comme un instrument contemporain de production de discours qui positionne l'État sur une question sociétale. Au regard de l'évolution du rapport entre l'État et citoyens, marquée par des rapports de force structurés de part et d'autre, la communication publique appuie et étend les nouvelles formes de gouvernabilité dans le sens où elle participe à étendre les domaines où l'État intervient (notamment sur les questions relevant des comportements privés) en même temps que les moyens déployés pour y parvenir.

De Oliveira Jean-Philippe (2014, pp. 235-255)

⁵ Interview à Sud-radio le jeudi 14 Mai 2020.

⁶ On peut citer Jair Bolsonaro au Brésil ou Boris Johnson au Royaume Uni

⁷ L'affaire des ruptures de masques en France.

Conclusion

Les épidémies ou les pandémies ont toujours été des problèmes politiques (au-delà des conséquences sanitaires ou économiques) (Cf. Belmas Élisabeth 2017). Depuis le moyen âge jusqu'à nos jours, ces questions ont d'abord été « l'affaire des politiques » avant d'être celle des médecins car ce sont eux qui fixent les mesures à prendre, la nature des budgets, les programmes sanitaires à appliquer etc. Ils sont considérés comme les premiers responsables et donc les seuls à subir, dans le cas échéant, les conséquences. C'est pourquoi, la gestion des épidémies devient toujours une affaire d'État et finit par impacter directement ou indirectement les politiques publiques.

Références bibliographiques

- BELMAS Élisabeth. 2017. « Pouvoir politique et catastrophe sanitaire : la 'publication' des épidémies de peste dans la France moderne », *Revue d'histoire politique*, n°25, pp.31-54.
- BRAS Pierre-louis, GERARD de Pourville et DIDIER Tabuteau. 2009. *Traité d'économie et de gestion de la santé*, Presses de Sciences Po.
- DE OLIVEIRA Jean-Philippe. 2014. « La communication publique à l'appui d'une stratégie de repositionnement de l'État dans l'espace public », *Questions de communication*, n° 26, pp.235-255.
- DIDIER Tabuteau. 2013. *Démocratie sanitaire - les nouveaux défis de la politique de santé*, Paris, Odile Jacob.
- KLEIN Naomi, 2008, *La stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, Toronto : Léméac/Actes Sud
- MARCHETTI Dominique. 2010. *Quand la santé devient médiatique. Les logiques de production de l'information dans la presse*, Presses universitaires de Grenoble.
- THUCYDIDE. 1990. *Histoire de la guerre du Péloponnèse*, traduit par Jacqueline de Romilly, Coll. Bouquins.
- VALLIN Jacques. 2006. « Origine des politiques de santé », *Histoire des idées et politiques de populations*, Volume VII, INED.

AUTRES

Le Rapport du Sénat 2009 (Rapport d'information n° 388 (2008-2009) de M. Jean-Jacques JÉGOU, fait au nom de la commission des finances, déposé le 6 mai 2009).